

Programme COOP'ECO

360 degrés sur une coopération #2 – Avril 2026

Sommaire :

L'Alvéole, bien plus qu'une épicerie
Un entrepreneur à vélo et une idée qui prend racine
L'écoconstruction au cœur du futur quartier rural en transition
Quand le territoire devient ressource
Remettre la finance au service de la vie
Quand l'utopie rencontre le réel
Entre terrain et laboratoire, l'atout « Recherche »
La suite ? Essaimer le modèle Tera

Le collectif Tera, un territoire rural pilote face aux transitions



Depuis 2015, le collectif Tera refuse le déclin rural et parie sur une autre économie : locale et sobre, profondément écologique et résolument sociale. Aujourd'hui, ils sont une trentaine de membres actifs — citoyens, structures associatives, collectivités — répartis autour de Tournon-d'Agenais et du hameau de Lustrac à Trentels, en vallée du Lot. Leur ambition ? Relocaliser la production, l'épargne, les compétences, garantir à chacun un revenu de transition écologique. Et inventer, chemin faisant, une alternative économique au système actuel. Plus qu'un écolieu, c'est un écosystème coopératif avec toute sa complexité que les acteurs de Tera rêvent de mettre en place avant de l'essaimer aux quatre coins de l'Hexagone.

Ce nouveau numéro de « 360 degrés sur une coopération » plonge au cœur de ce collectif qui tente de répondre à une question qui dépasse largement le Lot-et-Garonne : peut-on bâtir, en milieu rural, un modèle économique qui prenne soin des humains et de la nature ?

L'Alvéole, bien plus qu'une épicerie

Ce matin de fin mars, le soleil inonde la place de l'Hôtel de ville de Tournon d'Agenais. Blanche, la petite trentaine, pousse la porte de l'épicerie l'Alvéole. Face à elle, sur les étals, des fruits, légumes, œufs, lait. Des produits locaux et bio, en provenance d'un réseau d'une trentaine de producteurs situés à moins de 30 kilomètres. *« Je ne viens presque qu'ici pour faire mes courses. C'est pratique, c'est bon et c'est un moment de convivialité »*, explique-t-elle avant de régler en Abeilles, la monnaie citoyenne locale du Lot-et-Garonne. Face à elle, Jules Gensollen, longue barbe et cheveux attachés, gère l'épicerie locavore depuis deux ans. Tout en s'affairant, ce jeune papa explique : *« Utiliser l'Abeille, c'est un acte politique autant qu'économique. Les sommes dépensées sont directement réinjectées localement et ne peuvent circuler qu'entre des enseignes de notre territoire »*.

Pierre angulaire

L'Alvéole n'est pas seulement un point de vente. C'est la pierre angulaire du projet Tera, acronyme de « Tous ensemble vers un revenu d'autonomie ». *« L'achat de quelques carottes peut vite se transformer en conversation d'une heure »*, sourit Jules Gensollen. Créée en 2019, l'épicerie – qui a débuté modestement sur deux tréteaux dans un jardin – est portée par une équipe mêlant un salarié et des volontaires. Sa pérennité reste une préoccupation constante.

Ancien enseignant à l'École des Arts Décoratifs de Paris, Jérôme Gensollen est trésorier de la Coop du Tilleul, qui chapeaute l'épicerie. *« Sans l'écosystème Tera, nous n'aurions pas tenu, dit-il sans ambages. C'est le collectif qui a donné à l'Alvéole sa visibilité, sa clientèle engagée, son ancrage territorial, mais aussi une variété de compétences, une synergie entre les structures, des financements »*. En retour, l'épicerie nourrit le collectif — au sens propre comme au sens figuré. Pour renforcer l'Alvéole, les membres de Tera souhaitent lancer un café associatif, le soir. La logique est toujours la même : créer des occasions de se retrouver, de se parler, de tisser des liens. Pour Jules Gensollen, la formule est limpide : *« Tera est un laboratoire expérimental à ciel ouvert, pour proposer une alternative plus épanouissante à notre modèle de société. On réfléchit, on expérimente ensemble. »* Mais c'est quoi, au juste, Tera ?



Jules Gensollen (à gauche) à l'Alvéole

Impact environnemental : des résultats encourageants pour l'Alvéole

D'après une étude de 2023* avec le soutien de l'Ademe, l'Alvéole présente une empreinte environnementale limitée et contribue à préserver le capital biodiversité par une gestion attentive de son activité et une démarche d'approvisionnement vertueuse :

- **3,44 tonnes** d'émissions annuelles de GES, dont **2 / 3** associées au transport des fournisseurs.
- **77% des fournisseurs** enquêtés déploient des pratiques visant à préserver la biodiversité, et **83%** ont des pratiques visant à préserver la ressource en **eau**
- **3/4 des clients** interrogés déclarent avoir réduit leur consommation en emballages grâce à l'Alvéole
Les engagements portés par l'Alvéole incitent les clients à adopter un régime alimentaire plus durable
- L'empreinte carbone du panier alimentaire hebdomadaire des clients de l'Alvéole respecte l'objectif fixé par les Accords de Paris en 2030 (2,47kg CO₂ e/j) et est proche de l'objectif pour 2050 (1kg CO₂ e/j).

* Etude menée par Vertigo Lab, un bureau d'études et de recherche spécialisé dans la transition écologique.

Synthèse de l'évaluation environnementale de l'Alvéole : [télécharger le document](#).

Un entrepreneur à vélo et une idée qui prend racine

Retour en arrière. En 2013, Frédéric Bosqué quitte la ville. Cet « entrepreneur humaniste » — c'est ainsi qu'il se définit — s'installe en Lot-et-Garonne. Après avoir monté plusieurs entreprises, il réfléchit à une économie centrée sur l'humain, au rôle crucial des territoires ruraux dans la transition écologique. Pour y voir plus clair, il enfourche son vélo. « *J'ai décidé de partir faire un tour de France à la rencontre de celles et ceux qui ont quitté la ville pour habiter à la campagne* ». Un an sur les routes, à écouter, observer, questionner. Ce périple lui révèle un paradoxe criant : « *D'un côté, la moitié des citadins désirent quitter la ville. De l'autre, près d'une commune rurale sur deux est classée en zone de revitalisation. Elles vont disparaître si elles n'attirent pas de nouveaux habitants, de nouvelles activités. Relier ces deux mondes, c'est un levier puissant pour faire face aux enjeux sociétaux qui sont devant nous* ».

Sa conclusion : il faut expérimenter un nouveau modèle de société, écologique dans ses pratiques, solidaire dans ses principes, ancrée dans son territoire.

Ni utopie, ni idéologie : un rééquilibrage

En 2015, un premier collectif se mobilise. Des volontaires s'installent dans la ferme de Lartel à Masquières, lancent les premières productions maraichères. Leur cap ? Développer des activités pour accompagner les citadins qui souhaitent vivre, entreprendre, investir à la campagne. L'objectif est, à termes, de relocaliser 85 % de la production vitale au bénéfice des habitants, des entreprises, des collectivités territoriales. « *Il ne s'agit pas d'opposer ville et campagne. Simplement, il faut rééquilibrer le système, désengorger les mégapoles et revitaliser nos villages. Si on veut que les citadins viennent à la campagne, ils doivent avoir à portée de main les services de base : bien se nourrir, se déplacer, se loger. C'est ce modèle économique que Tera veut porter. Pour cela, nous avons besoin de travailler avec les habitants, les collectivités, les entreprises, les associations — et de construire avec eux un écosystème coopératif territorial* », résume Marie-Hélène Muller, membre du collectif depuis les origines et aujourd'hui coordonnatrice du projet Tera.

TERA EN CHIFFRES

3 sites d'implantation : la ferme de Lartel à Masquières (12 ha), l'épicerie l'Alvéole à Tournon-d'Agenais, le futur Quartier Rural de Lustrac à Trentels (4 ha)

105 habitants-volontaires venus s'installer depuis 10 ans grâce au collectif Tera

38 ans : âge moyen

25 personnes sont toujours engagées dans les activités de l'écosystème.

13 ETP pour 17 salariés qui produisent, structurent et coopèrent

3 personnes bénéficient d'un Revenu de Transition Écologique (RTE)

630 927 euros collectés en 2026 (sur un objectif affiché de 2 300 000 €)

L'écoconstruction au cœur du futur quartier rural de transition



Le Centre d'Écoconstruction, de Ressources et de Formation (CERF)

En 2020, le cœur du projet Tera prend forme : construire le premier quartier rural en transition de France. « *On a souhaité mettre en pratique tout ce qu'on avait appris au cours des cinq premières années* », se souvient Frédéric Bosqué. Le lieu est trouvé : ce sera le discret hameau de Lustrac, en collaboration avec la municipalité de Trentels. Mais avant de construire un quartier, le collectif TERA a bâti le Centre d'Écoconstruction, de Ressources et de Formation (CERF). Posé sur les rives du Lot, ce grand bâtiment (560 m²) en ossature bois, isolation en paille et matériaux biosourcés ressemble à un séchoir à tabac venu du futur. Dans ses couloirs, douze personnes suivent actuellement une formation de neuf mois aux métiers de l'écoconstruction. « *Nos activités dynamisent l'écoconstruction dans le Lot-et-Garonne grâce aux trois piliers du CERF : la formation, donc, des ateliers de production et la sensibilisation du grand public, des scolaires.* », détaille Sandrine Maximilien, sa directrice. Surtout, le CERF est un outil au service du projet. « *L'idée est que les personnes formées puissent par exemple participer à l'écoconstruction du futur quartier rural en transition* », décrypte Sandrine Maximilien. Cette enseignante-chercheuse (aujourd'hui en disponibilité) a longtemps travaillé dans les services scientifiques des ambassades de France en Inde, puis au Japon. Elle en a ramené une conviction : « *La désertification rurale est universelle* ».

Quatre hectares pour tout réinventer

Entre 2027 et 2029, le premier quartier rural en transition de France sortira de terre à Lustrac. Ce ne sera pas une résidence, ni un écolieu. Ce sera un écosystème. Sur quatre hectares, cinq pôles complémentaires sont prévus : alimentaire (jardin partagé, activité de démonstration et formation à l'aggradation des sols, distribution, restauration), écoconstruction (adossé au CERF), énergie et mobilité, écotourisme au sens large (accueil en habitats légers de personnes en formation, touristes) et une zone résidentielle pour une trentaine d'habitants. Coût total du projet ? 9 millions d'euros.

Les premiers habitats légers prennent déjà forme. Un prototype est érigé en bord de Lot : 28 m² sur barres métalliques — pour ne pas artificialiser le sol —, construit en trois mois. La maison est autonome : elle produit sa propre énergie et son eau chaude. Sept autres unités sont attendues prochainement, hébergements légers pour stagiaires et primo-arrivants séduits par le projet.

Quand le territoire devient ressource



À Tera, l'ancrage local ne relève pas du discours : il structure les choix et les pratiques. Pour l'écoconstruction, le collectif privilégie des matériaux biosourcés issus du territoire dès que possible. La paille utilisée pour le CERF provient ainsi d'un agriculteur voisin. « *En termes de ressources immatérielles, beaucoup de choses ont avancé quand on s'est appuyé sur des idées ou des contacts locaux : marchés gourmands, architecte local, prise en compte du patrimoine — le CERF s'inspire des séchoirs à tabac, marque forte du paysage agricole local* », souligne Marie-Hélène Muller.

Les relations avec les collectivités suivent la même logique d'ancrage progressif. Après des tensions à Masquières et une posture plus prudente à Tournon-d'Agenais, la commune de Trentels — où doit émerger le futur quartier rural en transition — incarne une dynamique différente. « *Ici, le maire est venu nous chercher, ce qui a facilité les choses. Cela nous a permis de commencer, de faire nos preuves* », explique Marie-Hélène Muller.

Désormais sociétaire de la SCIC et membre de son conseil d'administration, la commune s'implique dans le projet, tout en veillant à éviter les fragilités observées ailleurs. Plusieurs initiatives ont été engagées pour consolider le lien : jardin partagé, animations scolaires, temps d'échange réguliers. Un travail d'interconnaissance qui s'installe dans la durée, avec le soutien du Département et de la Région.

Remettre la finance au service de la vie

Changer de modèle économique implique d'avoir un modèle financier adapté. TERA doit, comme toute structure, faire face à des besoins de financement, générer des revenus, organiser la consommation locale. La différence avec un modèle classique ? Les outils choisis pour y répondre.

La monnaie locale

Il y a d'abord [l'Abeille](#), la monnaie citoyenne du Lot-et-Garonne. Son principe est implacable. « *Au bout de 0.7 transaction en moyenne, l'argent part sur les marchés financiers. L'intérêt d'une monnaie locale est donc de relocaliser la consommation — et donc la production — puisque seules des entreprises du territoire l'utilisent* », résume Frédéric Bosqué, également cofondateur du Sol-Violette, la monnaie citoyenne de Toulouse. Impossible d'aller dépenser ses Abeilles sur Amazon ou à l'autre bout du monde. Une fois convertie, cette richesse ne peut plus fuir vers la finance globale. Elle reste sur place, disponible pour financer des projets du cru.



Le Revenu de Transition Écologique (RTE)

L'utopie fondatrice de Frédéric Bosqué n'a pas changé depuis les premières années. « *Verser un jour un revenu d'autonomie à un enfant qui naîtra, dès sa naissance* ». En attendant, Tera déploie un outil concret : [le Revenu de Transition Écologique \(RTE\)](#). Conceptualisé par la philosophe Sophie Swaton et porté en partenariat avec la Fondation Zoein depuis les débuts du projet, il permet de sécuriser les revenus de personnes engagées dans la transition écologique, le temps que leur activité atteigne un seuil de rentabilité. En monnaie citoyenne locale, il garantit aussi une demande solvable pour les entreprises du territoire. Un outil de financement des transitions, mais aussi de justice sociale. Aujourd'hui, trois salariés de Tera en bénéficient, en complément de leur revenu d'activité classique : Jules Gensollen, à l'Alvéole, Jérôme Libercier, qui s'occupe du jardin partagé du quartier rural en transition de Lustrac et Antoine Roger qui relance une activité de micro-brasseur.

Des financeurs qui acceptent d'attendre

La solution idéale ? [Les capitaux patients à intérêts modérés](#) — les KPAIM. « *Construire un quartier rural en transition, réhabiliter des terres agricoles, former des artisans à l'écoconstruction, tisser des liens de confiance entre les acteurs : tout cela demande du temps. Bien plus de temps que n'en accordent les circuits financiers classiques. Le retour sur investissement existe. Mais il se compte en années, parfois en décennies* », martèle Frédéric Bosqué. La logique est simple : des financeurs qui acceptent d'attendre et se contentent d'intérêts plus faibles en échange d'un impact territorial mesurable. Mais les convaincre reste un défi : après plus de 150 rendez-vous avec des financeurs institutionnels, Frédéric Bosqué déplore que le système financier peine encore à s'adapter et regrette que les pouvoirs publics ne participent pas davantage à ces fonds.

Quand l'utopie rencontre le réel

Tera n'est pas un récit sans accrocs. Dix ans de collectif, c'est aussi dix ans de départs, de tensions, de chantiers abandonnés. « *Cette aventure demande beaucoup d'investissement* », confirme Jérôme Gensollen, de l'épicerie locale. Le sous-entendu est clair : investissement humain autant que financier. La ferme de Lartel en est l'exemple le plus visible. Lieu historique du projet, cette ferme a longtemps été le cœur vivant de l'écosystème : boulangerie, micro-brasserie, formations à la permaculture, ateliers de cuisine et de transformation, menuiserie, cultures de plantes aromatiques et médicinales. Un foisonnement d'activités qui incarnait la promesse d'une autonomie vivrière territoriale. Aujourd'hui, le tableau est plus sombre. « *Il n'y a presque plus d'activités en cours malgré le potentiel créé par le travail des années précédente*, reconnaît Marie-Hélène Muller. *Nous avons besoin de quelqu'un qui porte le projet agricole. On essaie de trouver le bon modèle financier pérenne et générateur de revenus* ». D'autres angles morts persistent. L'accès à la culture, à la santé. Des chantiers ouverts, pas encore saisis. « *TERA est une démonstration en cours. Pas un modèle accompli. Dix ans d'expérimentation ont produit des résultats tangibles — des habitants, des emplois, des millions d'euros relocalisés, un bâtiment sorti de terre. Mais la ferme qui s'étiole rappelle que la résilience d'un écosystème dépend de chacun de ses maillons* », maintient Frédéric Bosqué.



La ferme de Lartel

Entre terrain et laboratoire, l'atout « Recherche »

« *La recherche scientifique occupe une place très importante dans le projet Tera* ». Marie-Hélène Muller sait de quoi elle parle. Avant de rejoindre le collectif, cette ancienne chercheuse en génétique des populations à l'Inra de Montpellier a passé des années dans les laboratoires. « *On ne veut pas se faire piéger uniquement par l'action. Nous multiplions les allers-retours entre terrain et recherche* ».

Tera a constitué un comité scientifique pluridisciplinaire — économistes, géographes, spécialistes des sciences humaines — pour stabiliser et interroger son modèle. Le laboratoire ATEMIS, spécialisé dans l'intervention et la recherche en économie des services, a accompagné le collectif dans la réflexion sur son modèle économique. L'Ademe a été également partie prenante de cette démarche.

Quand la recherche révèle les fragilités humaines

C'est précisément ce travail de recherche qui a permis de mettre en lumière un angle mort du projet : la santé au travail. Une préoccupation qui s'est imposée progressivement au regard du turn-over, de l'épuisement de certains salariés, du sentiment de manque de reconnaissance. « *Quand on travaille pour un projet comme celui-ci, les attentes sont infinies. L'écart entre l'ambition de transformer le modèle économique et les moyens réellement disponibles pèse. La solitude face aux arbitrages aussi. Les espaces pour en parler manquent* », reconnaît Marie-Hélène Muller.

Une réflexion a été engagée avec Frédérique Debout, chercheuse spécialisée en psychopathologie et psychodynamique du travail au Cnam. Les conclusions sont sans détour. « *Elle nous a mis en garde contre le constat qu'au sein de Tera, les activités professionnelles, personnelles et amicales étaient*

mélangées », rapporte Marie-Hélène Muller. Dans un collectif aussi fusionnel, les frontières s'effacent. Ce qui était une force au départ devient une source de fragilité.

Des outils pour soigner le collectif

Le diagnostic posé, Tera a agi. Une fiche de poste de chargée de « richesse humaine » a été créée — médiation entre les équipes, gestion des conflits, résolution de problèmes, écoute active — mais le recrutement n'est pas encore réalisé, faute de financements.

Le collectif a également fait appel à [l'Université du Nous](#) pour consolider sa vision et sa gouvernance collective. Reste une condition. La plus difficile à tenir dans la durée. Marie-Hélène Muller : « *Si on se met à fonctionner seulement comme une entreprise classique, cela n'a plus aucun sens. Nous devons sentir que l'on fait société, que l'on crée quelque chose ensemble, que l'on partage des valeurs. C'est ce qui rendra le projet plus robuste* ».

La suite ? Essaimer le modèle Tera

Depuis deux ans, le projet est labellisé Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE), composée de six structures indépendantes. Une levée de fonds est en cours pour financer les prochaines étapes : une centrale de production et de distribution d'énergie renouvelable, deux véhicules électriques pour la mobilité partagée, la viabilisation de la zone d'activités du Quartier Rural. Plus structurant encore : la formalisation d'un parcours de formation « Ouvrier Professionnel en Écoconstruction » et la construction d'un Campus Rural — pour accueillir étudiants et chercheurs travaillant sur les enjeux ruraux.

Tera veut devenir un laboratoire autant qu'un lieu de vie. Dans cette perspective, Frédéric Bosqué prend la tête du Fonds de dotation de la Solidarité pour un Développement Humain. Il souhaite créer un fonds dédié à la transition des territoires avec l'envie de professionnaliser la collecte de fonds à une échelle nationale. L'ambition finale dépasse largement le Lot-et-Garonne. « *Nous voulons essaimer ces quartiers ruraux en transition pour revitaliser la ruralité* », affirme Frédéric Bosqué. L'objectif : mettre à disposition d'autres territoires, partout en France, les résultats de dix ans d'expérimentation. « *Diffuser l'expérience de Tera vers d'autres territoires suppose de transmettre non seulement des outils juridiques et financiers, mais une culture — celle de la coopération, de la patience, de l'engagement dans la durée. Ce n'est pas un modèle qu'on duplique. C'est un modèle qu'on cultive* », conclut Marie-Hélène Muller.

En savoir plus : www.tera.coop

Contact : marie-helene.muller@tera.coop